

POURQUOI DES ASSISES CITOYENNES POUR LE SPORT ?

C'est un évènement politique important, à l'initiative du PCF, pour répondre aux grands enjeux auxquels les acteurs du sport (élus, associations, syndicats, enseignants, fonction publique, etc.) sont confrontés, avec comme fil conducteur les conditions nécessaires à l'émancipation humaine par le sport.

Au-delà des échanges et des débats, à l'approche de nouvelles échéances électorales et dans la perspective d'une loi sur le sport, nous souhaitons déboucher sur des orientations politiques de transformation sociale dans un contexte marqué par la crise du capitalisme et la réduction des dépenses publiques.

Nous débattons des conditions nécessaires pour que le sport soit un droit accessible à toutes et tous : la co-construction avec le mouvement sportif, les

investissements publics, l'équipement du territoire pour répondre aux besoins et aux nouvelles aspirations, la place de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire, les méthodes de mise en œuvre et d'évaluation de cette poli-

tique... Nos échanges pourront se concrétiser dans l'élaboration d'un projet sportif considérant le sport comme un droit élémentaire.

Cette initiative sera ouverte par un hommage à Jean Guimier à l'occasion du dépôt de ses archives personnelles dans le fond classé du PCF aux archives départementales de Seine-Saint-Denis à l'ini-

tiative d'Yvon Adam et Nicole Leraux. L'apport de Jean Guimier au cours du XX^e siècle pour le développement du sport dans notre pays sera un point de repère essentiel à notre conception d'un sport émancipateur.



Jean Guimier, professeur d'EPS, à la parade lors d'une démonstration de gymnastique au lycée Turgot Paris

vendredi 22 et samedi 23 novembre
espace Niemeyer 2 place du Colonel-Fabien
Paris 19^e - métro Colonel-Fabien

Jean Guimier (1913-1975) : 40 ans de lutte pour la promotion du sport



L'un des premiers professeurs d'EPS en 1933

Jean Guimier, fils d'un forgeron, est né en 1913 dans un petit village de la Sarthe. Remarqué par son instituteur pour ses qualités, il intègre l'École normale d'instituteur du Mans. Brillant sportif, il sera reçu au premier concours d'entrée de l'École normale d'éducation physique qui ouvre ses portes à Paris (à Lacrosette) en 1933. Il aura comme professeur Maurice Baquet, une rencontre déterminante pour toute sa vie, qui l'éveillera dans sa pratique sportive et dans son approche pédagogique. Ils resteront liés jusqu'à la mort de Maurice Baquet en 1965. Diplômé de l'école normale, Jean Guimier sera l'un des premiers professeurs d'EPS de l'Éducation nationale en France. Excellent athlète, il est licencié au Stade français où il pratique le 400m et le saut en hauteur.

La même année 1933, il adhère au PCF et participe aux grands débats démocratiques. Il fait la connaissance de Paul Langevin, Henri Wallon, et André Malraux dans les comités antifascistes.

La lutte contre le fascisme et le Front Populaire

En 1934, dans le cadre de la lutte antifasciste, Jean Guimier et Auguste Delaune sont reçus par le secrétaire général du Parti communiste, Maurice Thorez, et lui proposent de s'opposer publiquement à la tenue des Jeux Olympiques à Berlin de 1936.

Jean Guimier devient secrétaire du Comité international contre la tenue des jeux de Berlin, Auguste Delaune, premier secrétaire général de la FSGT, sera chargé d'organiser la participation de la France aux jeux populaires à Barcelone.

Dans le numéro 137 de la revue *Sport* de la FSGT, on note : « *Nous n'avons pas demandé la suppression des Jeux olympiques mais leur déplacement. Que tous les sportifs français sachent bien que nous ferons tout pour les empêcher d'aller à Berlin se faire, de bon ou mauvais gré, les complices des bourreaux nazis; mais que nous ferons également le maximum d'efforts pour qu'ils aillent à Barcelone, célébrer la naissance des véritables temps nouveaux* ».

Le mouvement de boycott connaît son apogée les 6 et 7 juin 1936 à Paris avec l'organisation par Jean Guimier de la *Conférence internationale pour le respect de l'idée olympique*. Jean Guimier et Auguste Delaune rédigent le premier programme politique sur le sport, sous l'appellation *Pour une jeunesse saine, forte et joyeuse*, édité

par la FSGT. Ce programme est soutenu par le PCF pour les élections législatives de 1936 et suivi d'un projet de loi accordant 1 milliard de francs pour financer les réalisations nécessaires. Il sera poursuivi sous le Front Populaire avec la création du premier brevet sportif populaire et de la formation des enseignants et cadres du mouvement sportif dans les CREPS.

Durant cette période, entre 1934 et 1936, Jean Guimier va doter le PCF, pour la première fois, d'un secteur *Sport et éducation physique*, avec une conception, une argumentation et une batterie de propositions qui feront du Parti communiste le plus productif et visionnaire des partis politiques en la matière. Il contribuera à la rédaction du discours sur le sport de Maurice Thorez le 23 janvier 1936 lors du 8^e congrès du PCF à Villeurbanne.

La résistance et le sport dans le CNR

Jean Guimier est mobilisé en 1939, il est fait prisonnier en mai 1940 et interné en Silésie au Stalag 8C. Il organise les activités sportives pour les prisonniers, fonde un club omnisport sous le nom du *Stade français*, inaugure un stade et organise des olympiades. Il est rapatrié en France pour raison de santé avec la complaisance du médecin et reprend un poste d'enseignant. Jean Guimier, comme beaucoup de sportifs et communistes participent à la Résistance et au réseau *Sport libre*. Il participe à la libération de Paris en août 1944 et aux travaux du Conseil national de la Résistance sur le sport au côté de René Rousseau, Maurice Baquet, Paul Langevin et Henri Wallon pour une *Esquisse de réforme de l'enseignement*. Jean Guimier leur donne son avis sur la place de l'EPS à l'école dans une note intitulée : « *La croisade pour le sport* » (bulletin de la commission *Sport* du CNR de mai 1946).

La libération et la politique sportive nationale

Un grand mouvement d'opinion fut mis en place à la Libération par Jean Guimier : des États généraux pour le sport dans chaque département. Ils aboutissent à un congrès national ouvert au Palais Chaillot de 19 au 23 juin 1946, avec deux journées de travail à la Mutualité sur les perspectives d'enseignement de la pratique sportive et une journée de clôture à la Sorbonne par Marcel Edmond Naegelen, ministre de l'Éducation. C'est une grande fête populaire avec des manifestations sportives d'envergure rassemblant des milliers de participants.

Son fil conducteur : donner au sport toute sa place dans la société moderne qui débute. Ce mouvement aboutira à des évolutions considérables sur la création des structures ministérielles, la formation des cadres, l'équipement du territoire, le développement des CREPS, le développement du sport féminin, le développement des centres médico-sportifs ou encore le développement des offices municipaux des sports.

De 1945 à 1947, Jean Guimier est conseiller technique au ministère des Sports et participe à l'installation des CREPS. Il sera en charge de l'équipement des 16

CREPS, des écoles nationales et des deux écoles normales supérieures.

Avec la déclaration de la guerre d'Indochine et le départ des ministres communistes du gouvernement en 1947, Jean Guimier est muté « pour raison de service » à la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports de Seine et Oise et démissionne de ses fonctions d'inspecteur de la Jeunesse et des Sports.

Le fondateur de la commission *Sport* du PCF

Avec d'autres camarades, Jean Guimier crée la première cellule communiste au sein de l'École normale supérieure d'Éducation physique en 1948, à laquelle participeront de nombreux grands dirigeants sportifs et membres de la future commission *Sport* du PCF comme René Deleplace, Robert Merand, Yvon Adam, René Moustard...

En 1958, Jean Guimier adresse un courrier à Jacques Duclos pour l'interpeller sur le manque de considération de la direction nationale du PCF sur les enjeux de l'éducation physique et des activités physiques et sportives. Jacques Duclos répondra par courrier du 17 octobre 1958 en proposant la création d'une commission permanente auprès de la direction nationale que Paul Laurent sera chargé de mettre sur pied. Jean Guimier, Robert Merand et Yvon Adam auront en charge l'animation de cette commission, réunie officiellement au début de l'année 1959. Depuis ce jour, la commission *Sport* du PCF n'a pas cessé de fonctionner. Cette commission permanente a toujours regroupé des camarades issus d'horizons divers : sportifs de haut niveau, dirigeants sportifs, enseignants, élus, syndicalistes, journalistes, universitaires... pour élaborer des propositions sur tous les grandes questions relatives au sport : l'enseignement, l'équipement, l'encadrement, le budget, etc. La commission a toujours publié des comptes rendus, des programmes politiques, des tracts, des communiqués, des bulletins et surtout s'étend dans un réseau de relations très important.

Un formateur pour le sport ouvrier

Dès 1933, Jean Guimier s'inscrit dans l'histoire de la FSGT aux côtés de son camarade Auguste Delaune. Il n'a jamais été un dirigeant de premier plan, mais a joué un rôle essentiel dans la formation des cadres techniques et des dirigeants. Dans les années 50 et 60, il va notamment développer et encadrer les stages de formation dans les différents CREPS avec Maurice Baquet et René Rousseau. Il sera aussi un informateur important sur tous les aspects administratifs, législatifs, réglementaires et autres pour la direction de la FSGT. Il produira de nombreux articles pour la revue de la fédération, participera à la préparation des congrès et donnera de nombreuses conférences dans les comités et clubs. Jean Guimier prendra une place de premier rang dans l'activité internationale de la fédération, il mène plusieurs délégations à l'étranger (URSS, Cuba, RDA, Algérie, Hongrie...). Il sera notamment à la tête de la première délégation qui se rend en Chine en 1952 et rencontrera Mao-Tsé-Toung.

Un enseignant engagé

Dès 1933, à sa sortie de l'École normale, Jean Guimier fait ses premières armes d'enseignant au collège d'Aras. Il aura René Deleplace comme élève pendant deux. Après la guerre, il effectue l'essentiel de sa carrière à Paris, au Lycée Turgot, jusqu'à sa retraite. Pour lui, le problème numéro un réside dans les conditions matérielles et pédagogiques de l'enseignement. Il va consacrer une grande partie de sa vie à la bataille pour des équipements sportifs adaptés à l'EPS dans les écoles collèges et lycées, à commencer par Turgot. Syndiqué au SNEP dès 1950, il n'hésitera pas à conduire des listes aux différents congrès de 1952 à 1969 et défendra une conception d'un syndicalisme de lutte unitaire et démocratique.

Il sera de tous les combats pour la défense d'une politique sportive nationale et d'un ministère, la défense des écoles de formation, les conditions d'enseignement et le développement des équipements sportifs scolaires.

Le développement des offices municipaux des sports

Dans le programme de la FSGT consacré au sport, en 1936, auquel Jean Guimier a contribué, il est proposé la création dans chaque ville d'un Office municipal des sports, mais ce ne sera qu'en 1944 avec la publication de la circulaire dite « Sarrailh », du nom de son signataire, qu'un véritable élan sera donné à la mise en place des OMS. L'objectif est de démocratiser et moraliser le sport français en réunissant toutes les personnes bénévoles susceptibles d'unifier et d'organiser la pratique de l'éducation physique et du sport dans sa commune. Dès le début, les revendications se font entendre : demande de crédits, besoins d'équipements sportifs, répartitions des créneaux ou encore développement de la médecine du sport.

En 1950, Jean Guimier participe à la vie de l'Office municipal des sports de Saint-Ouen et intègre le conseil d'administration de la Fédération des offices municipaux des sports en 1962 en tant que conseiller technique pour l'équipement. En 1970, il sera nommé secrétaire général de la fédération jusqu'en 1974. Durant toute cette période, il sillonnera les communes pour donner ses conseils pour le développement du sport et l'équipement dans les communes.

Entre 1969 et 1970, Jean Guimier contribuera à un tournant dans l'histoire de l'EPS et du sport, un grand mouvement pour la promotion du sport et des activités de pleine nature : la création des Assises locales et nationales du Sport.

Les Assises nationales du Sport, les 23 et 24 mai 1970, regroupent 600 délégués d'une cinquantaine d'associations nationales et régionales, représentant de 300 assises locales dans 87 départements. Le président du Comité olympique ouvre la séance et Jean Guimier; par son rapport de synthèse; marquera l'histoire (*Sport municipal* n°41, 1970). Une des revendications sera le doublement du budget de l'État consacré au sport.

Un tel évènement n'avait pas eu lieu depuis le congrès national de 1946, déjà organisé par Jean Guimier.

VENDREDI 22 NOVEMBRE

18h • réception en hommage à Jean Guimier

accueil par **Nicolas Bonnet**, membre du conseil national du PCF en charge des Sports

remerciement à Nicole Leraux et Yvon Adam

en présence de Catherine Vieu-Charier, adjointe au maire de Paris en charge de la mémoire et de Frédéric Genevée, en charge des archives du PCF

prises de paroles en hommage à Jean Guimier par :

Lydia Martins-Viana, co-présidente de la FSGT

Serge Chabrol, secrétaire général du SNEP FSU

Jean-François Boëdec, président de la FNOMS

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

remise des prix « Jean Guimier » par le journal *L'Élu d'aujourd'hui* à :

Collectif Palestine de la FSGT, pour son engagement en faveur du développement du sport en Palestine

Christophe Bassons, ancien cycliste professionnel pour son engagement dans la lutte contre le dopage

Martine Le Ferrand, professeure d'EPS, pour l'animation du collectif SNEP sur les équipements

Claire Pontais, professeure d'EPS

pour son engagement professionnel et syndical pour la formation des enseignants

Yves Bozon, ancien maire adjoint et président de l'Office balnéolais du sport

pour la mise en œuvre du projet sportif local à Bagneux

19h30 • cocktail dinatoire

des documents personnels de Jean Guimier seront accessibles au public

20h30 • ouverture des assises par Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis

débat *L'héritage de Jean Guimier et les perspectives d'émancipation par le sport*

avec Lydia Martins Viana, co-présidente de la FSGT

Serge Chabrol, secrétaire national du SNEP FSU

Jean François Boëdec, président de la FNOMS

SAMEDI 23 NOVEMBRE

9h30 • accueil et ouverture

La clarté entre l'EPS à l'école et l'animation sportive périscolaire

L'équipement du territoire pour répondre aux besoins

10h • travail en groupes

12h • repas

14h • débat *Le sport est un droit pour toutes et tous : quelles sont les conditions nécessaires à la démocratisation des pratiques ?*

15h45 • conclusion des assises

INFORMATIONS PRATIQUES

Adresse : espace Niemeyer 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Accès gratuit et sans inscription

Cocktail dinatoire du vendredi soir offert par le PCF

Repas du samedi midi dans les restaurants autour du site

(prévoir entre 10 et 15€ le menu)

Nous contacter si besoin de réserver un hébergement

Transport : métro ligne 2 - arrêt Colonel-Fabien

Contact : Nicolas Bonnet

nbonnet@pcf.fr - 0637629984

ttp://sport.pcf.fr